

Recteur Gérard-François DUMONT¹



LES DIASPORAS VÉNÉZUÉLIENNES ET LEURS EFFETS GÉOPOLITIQUES

Résumé : Bénéficiant d'une rente pétrolière, le Venezuela n'avait, au milieu des années 2010, qu'un nombre réduit de ressortissants vivant à l'étranger. Puis ce pays a connu, à la fin des années 2010, une émigration massive engendrant de nombreuses diasporas. En prendre la mesure et préciser leur géographie est indispensable pour analyser ses effets géopolitiques tant pour le pays souche, le Venezuela, que pour les pays où elles résident.

Mots-clés : Diasporas, Géopolitique, Émigration, Immigration, Venezuela, Géographie, Amérique latine, Colombie, Chili, États-Unis, Espagne.

VENEZUELAN DIASPORAS AND THEIR GEOPOLITICAL EFFECTS

Abstract: *In the mid-2010s, oil-rich Venezuela had only a small number of nationals living abroad. Then, at the end of the 2010s, the country experienced massive emigration, giving rise to numerous diasporas. Taking the measure of these diasporas and clarifying their geography is essential for analyzing their geopolitical effects, both for the country of origin, Venezuela, and for the countries where they reside.*

Key words: *Diasporas, Geopolitics, Emigration, Immigration, Venezuela, Geography, Latin America, Colombia, Chile, United States, Spain.*

LAS DIASPORAS VENEZOLANAS Y SUS EFECTOS GEOPOLITICOS

Resumen: *A mediados de la década de 2010, Venezuela, que se beneficia de los ingresos del petróleo, solo contaba con un pequeño número de nacionales viviendo en el extranjero. Luego, a finales de la década de 2010, el país experimentó una emigración masiva, dando lugar a un gran número de diásporas. Es esencial hacer balance de este fenómeno y comprender su geografía para analizar*

1. Professeur à Sorbonne Université, Vice-Président de l'Académie de Géopolitique de Paris, Président de la revue *Population & Avenir* (<https://shs.cairn.info/revue-population-et-avenir?lang=fr>).

su impacto geopolítico, tanto en el país de origen, Venezuela, como en los países donde residen las diásporas.

Palabras clave: *Diáspora, Geopolítica, Emigración, Inmigración, Venezuela, Geografía, América Latina, Colombia, Chile, Estados Unidos, España.*

NOTAMMENT SOUS L'EFFET DES POSSIBILITÉS DÉMULTIPLIÉES de mobilité et des technologies de communication, la question des diasporas prend, depuis les dernières décennies du xx^e siècle, une importance géopolitique majeure.

Cela résulte ce que j'ai appelé un processus de « diasporisation », selon la définition suivante : « *La 'diasporisation' signifie que des immigrants ou leurs descendants, quelles que soient les raisons de leur migration, et même lorsqu'ils ont la nationalité de leur pays de résidence, conservent des liens réels ou mythifiés avec leur pays-souche et développent des relations spécifiques avec des immigrants ou descendants d'immigrants ayant les mêmes origines géographiques, ethniques, linguistiques ou religieuses* »². La diasporisation est un phénomène qualitatif mais il suppose des flux quantitatifs, soit l'existence d'immigrants et leurs descendants. Concernant le Venezuela, il importe donc d'abord de prendre la mesure de l'importance de l'émigration avant de s'interroger sur son évolution et ses effets géopolitiques.

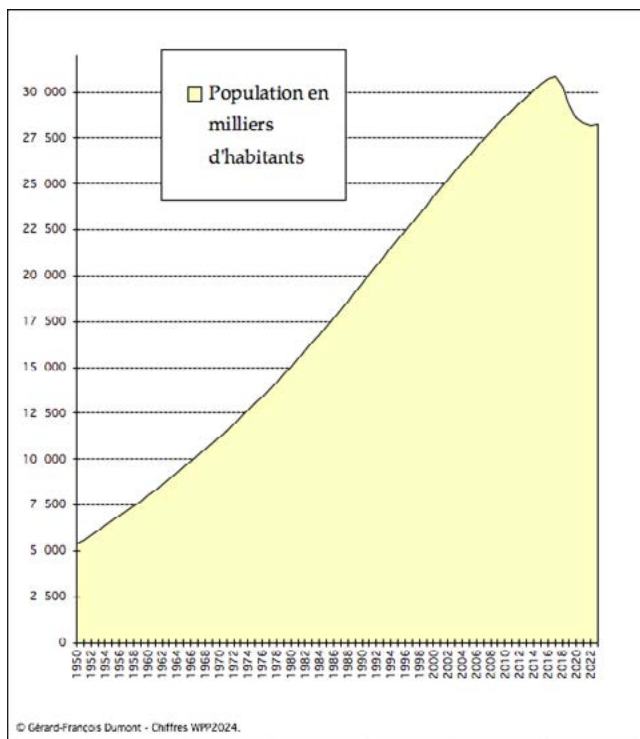
Un dépeuplement incontestable...

Mesurer l'émigration vénézuélienne, comme d'ailleurs celle d'autres pays, y compris de pays considérés comme ayant un système statistique issu d'une longue histoire, à l'exemple de la France³, n'est pas évident. Pour connaître, au fil des ans, la population du Venezuela vivant dans le pays, et donc estimer les flux migratoires, il faudrait dans l'idéal des recensements réguliers et récents, ce qui n'est pas le cas. Il faudrait également un enregistrement systématique des migrations résidentielles entre le Venezuela et le reste du monde. Or le Venezuela, comme la plupart des pays, ne dispose pas d'un tel outil statistique. L'une des possibilités est alors de recourir aux données estimatives, provenant de la Division de la population des Nations Unies.

2. Dumont Gérard-François, *Démographie politique. Les lois de la géopolitique des populations*, Paris, Ellipses, 2007, 498 p.

3. Le Penven Éric, « Populations de France : une émigration croissante à la géographie diversifiée », dans *Les analyses de Population & Avenir*, N° 35, août 2021, lien : <https://doi.org/10.3917/lap.035.0001> (consulté le 4 octobre 2024).

Figure 1. La population au Venezuela



Ces dernières montrent d'abord que la population du Venezuela a diminué de 2018 à 2022 (figure 1). Comme, pendant la même période, le mouvement naturel, donc la différence entre les naissances et les décès, a été positif, cette baisse du nombre d'habitants, de 2,6 millions, ne peut s'expliquer que par un mouvement migratoire négatif, donc par une forte émigration, suffisamment importante pour engendrer une baisse de la population.

Toutefois, l'ONU, dans son *World Population Prospects*⁴, n'indique pas, pour le Venezuela comme pour les autres pays, le nombre des personnes ayant émigré du Venezuela, mais donne une estimation du solde migratoire depuis 1950. Dans les années 1950 et 1960, ce solde est positif mais à des niveaux faibles. Des années 1970 aux années 1990, l'ONU donne un solde nul : les sorties de Vénézuéliens,

4. « Population Division (2024) », United Nations, Department of Economic and Social Affairs, 2024.

pour raisons diverses (études à l'étranger, obtention d'un travail à l'étranger...), sont compensées par le retour de Vénézuéliens ou l'arrivée d'immigrants, par exemple de Colombiens cherchant un travail dans un pays qui bénéficie à la fois d'une rente pétrolière et d'une stabilité politique dont on peut dater les débuts de l'élection de Romulo Bétancourt à la présidence en 1958. L'immigration colombienne est particulièrement intense après le choc pétrolier de 1973, qui multiplie les moyens du Venezuela, et autour des années 2000, au plus fort des conflits violents en Colombie entre le pouvoir et des groupes de guérillas, dont les Forces armées révolutionnaires de Colombie – Armée du peuple, généralement appelées FARC. Pour le Venezuela, cette période est parfois qualifiée de « démocratie négociée au prix du pétrole », bien que les recettes de la rente pétrolière se trouvent limitées par exemple lors du contre-choc pétrolier du milieu des années 1980. Elle se termine avec l'élection en décembre 1998 d'Hugo Chavez comme président de la République, un tournant dans la vie politique, économique et sociale.

Quelques années plus tard, au milieu des années 2000, le solde migratoire devient négatif, notamment sous l'effet de l'émigration de catégories socioprofessionnelles supérieures, comme des professionnels hautement qualifiés ou des universitaires. S'ajoutent des personnes fortunées, quelques hommes politiques et des jeunes diplômés qui quittent le pays, essentiellement vers les États-Unis.

... sous l'effet d'une émigration massive...

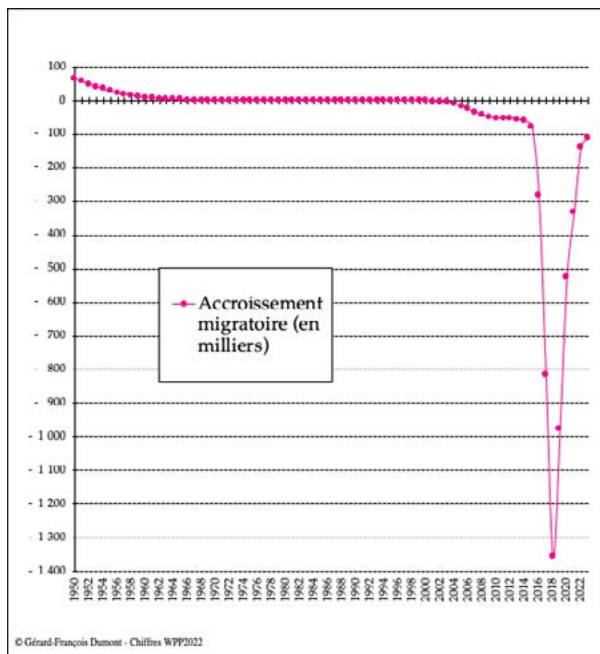
À compter du milieu des années 2010, le solde migratoire devient de plus en plus négatif : la Révolution bolivarienne, avec un rôle très important donné aux forces armées, ne donne pas satisfaction d'un point de vue économique. L'émigration concerne désormais toutes les couches de la société et devient massive à la fin des années 2010, avec un solde migratoire aux niveaux négatifs particulièrement élevés : 817 000 en 2017, largement plus d'1 million en 2018, précisément 1 356 000, et 976 000 en 2019 (figure 2).

Cette émigration massive⁵ est relatée par les médias qui filment des centaines de milliers de personnes franchissant à pied et en foule les frontières de la Colombie, souvent *via* les ponts des fleuves qui servent de frontière naturelle. Cette marée humaine d'émigrés se retrouve sur les routes de Colombie, qu'elle parcourt pour

5. Alors que, auparavant, les flux migratoires intra-régionaux en Amérique du Sud étaient modestes ; voir : Ghilardi Matías, Dalla Torre Julieta, « Les nouvelles logiques migratoires en Amérique du Sud », dans *Population & Avenir*, N° 728, Mai-Juin 2016, pp. 17-19, lien : <https://doi.org/10.3917/popav.728.0017> (consulté le 4 octobre 2024).

rejoindre des grandes villes comme Bogotá. Des Colombiens se mobilisent pour aider ces migrants en leur donnant de l'eau, de la nourriture, parfois des vêtements car il fait froid dans la partie de la route aux plus hautes altitudes, ou encore des lieux de repos.

Figure 2. L'accroissement migratoire au Venezuela



Comment expliquer une telle émigration massive ? Difficile de ne pas y voir un phénomène classique de répulsion migratoire que l'on résume par la formule : « le vote avec ses pieds ». Le phénomène était d'ailleurs, dans une certaine mesure, prévisible. Bien qu'Hugo Chavez ait été réélu en 2000, 2006 et 2012, il n'est pas sûr que la population apprécie très majoritairement sa gouvernance et le fait qu'il concentre les pouvoirs en se faisant octroyer périodiquement des pouvoirs spéciaux qui conduisent à « resserrer l'emprise de l'État sur l'économie et la société »⁶. D'ailleurs, en 2007, le peuple a rejeté par référendum son projet de constitution socialiste. En mars 2013, le président Hugo Chavez meurt et son successeur Nicolas Maduro est élu en avril de la même année.

6. Langellier Jean-Pierre, « De l'inutilité d'un Parlement », dans *Le Monde*, 3 février 2011.

Dans le même temps, les analystes économiques portent un regard négatif sur la Venezuela, à l'exemple d'un quotidien français écrivant « *Le Venezuela en crise, c'est 'l'Ukraine de l'Amérique latine'* »⁷. Cette comparaison tient au fait que, pendant la même période, dans un contexte de forte corruption, l'Ukraine connaît des insuccès économiques qui contrastent avec le niveau du PIB par habitant de la Russie qui devient double de celui de l'Ukraine, et de celui de la Pologne qui devient triple. L'article est sous-titré : « *L'économie frôle la banqueroute, sur fond de pénurie, d'hyperinflation et de crise politique. Malgré le pétrole.* » Or, dans les années qui suivent ce diagnostic, la situation ne s'améliore pas : pénuries alimentaires, hyperinflation, détérioration du système de santé, etc., un contexte engendrant des taux de criminalité élevés.

... due à la forte détérioration des conditions de vie

La détérioration des conditions de vie au Venezuela peut être mise en évidence par un indicateur démographique : en dépit de l'apport sanitaire de médecins cubains, le taux de mortalité infantile cesse de diminuer et augmente depuis 2014, pour retrouver le niveau plus élevé du milieu des années 2000.

La situation en 2014 est donc difficile pour nombre de Vénézuéliens : soit le nouveau président élu en avril 2013 après la mort de Chavez parvient à redresser la situation, soit il n'y parvient pas ou pas suffisamment, ce qui va être le cas. Certes, Nicolas Maduro est réélu président le 20 mai 2018, mais dans des conditions qui peuvent prêter à contestation. Pour une partie des Vénézuéliens, cette réélection signifie la perte de tout espoir de voir leurs conditions de vie s'améliorer rapidement, d'où, dans les années 2018 et 2019, des départs massifs sous deux formes. Soit il s'agit de familles entières, soit il s'agit d'une personne d'une famille, cette dernière escomptant que l'émigré parviendra à obtenir des ressources professionnelles dans un autre pays et à envoyer des remises aux autres membres de la famille restés au pays.

Notons que ces émigrations sont rendues possibles pour deux raisons. D'une part, les dirigeants du Venezuela n'ont pas (ou pas pu) fermer leurs frontières malgré des menaces et certaines fermetures très temporaires. D'autre part, les dirigeants colombiens n'ont pas non plus fermé leurs frontières, même si d'autres dirigeants de pays limitrophes, comme le Brésil, ont parfois tenté de le faire.

7. Cheyvalle Anne, « *Le Venezuela en crise, c'est 'l'Ukraine de l'Amérique latine'* », dans *Le Figaro*, 1^{er} mars 2014.

La Colombie a donc tout particulièrement laissé entrer les Vénézuéliens. Pouvait-il en être autrement ?

En 2018 et 2019, on ne voit pas quelle police des frontières aurait été capable de contenir une telle foule de candidats à l'émigration. L'on se rappelle alors des épisodes historiques. En France, en 1962, la CGT a manifesté à Marseille avec des banderoles pour empêcher les pieds noirs venus d'Algérie de débarquer, mais, en dépit de la puissance de ce syndicat dans le port de Marseille, la foule des rapatriés est descendue des bateaux. Au printemps 1989, faute de pouvoir contenir la foule d'Allemands de l'Est massée (dans leurs véhicules Trabant) à la frontière austro-hongroise, les responsables politiques du parti communiste hongrois et d'Autriche avaient coupé le rideau de fer, permettant à ces Allemands de passer à l'Ouest. Plus récemment, au début des années 2010, le Liban comme la Jordanie n'avaient pas la possibilité de contenir des centaines de milliers de Syriens voulant échapper à la guerre civile.

Au total, à la fin des années 2010 et en début des années 2020, le Venezuela enregistre donc une émigration massive, masculine et féminine. Ce n'est pas un exode⁸ puisque nullement la conséquence d'une action génocidaire, d'une guerre ou d'un conflit civil, mais le résultat de facteurs politiques et économiques qui font penser à des phénomènes semblables qui ont pu se dérouler en Allemagne de l'Est, à Cuba⁹ ou en Grèce sous le régime des colonels (1967-1974).

Cette émigration a engendré dans les autres pays d'importantes diasporas dont il convient de prendre la mesure.

La multiplication des diasporas vénézuéliennes et leur géographie

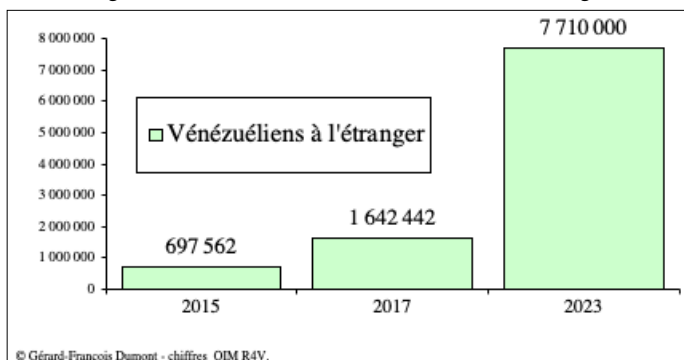
Ceci est possible grâce aux données de la Plateforme régionale de coordination interinstitutionnelle pour les réfugiés et les migrants du Venezuela (R4V) dans le cadre de l'Organisation internationale des migrations (OIM). La croissance en quelques années du nombre de Vénézuéliens à l'étranger est spectaculaire. Le chiffre passe en effet de moins de 700 000 en 2015 à plus d'1,6 million en 2017 et près de 8 millions en 2023, soit une multiplication par plus de dix en moins de dix ans (figure 3). Ces chiffres signifient que plus de sept millions de Vénézuéliens

8. Dumont Gérard-François, *Géographie des populations. Concepts, dynamiques, perspectives*, Paris, Armand Colin, 2023, 248 p., lien : <https://www.cairn.info/geographie-des-populations--9782200634797.htm> (consulté le 4 octobre 2024).

9. Dumont Gérard-François, « Cuba : histoire d'un exode », dans *Population & Avenir*, N° 725, Novembre-Décembre 2015, p. 3, lien : <https://shs.cairn.info/revue-population-et-avenir-2015-5-page-3?lang=fr> (consulté le 4 octobre 2024).

ont quitté leur pays, escomptant une vie meilleure, pendant cette même période de quelques années.

Figure 3. Le nombre de Vénézuéliens résidents à l'étranger



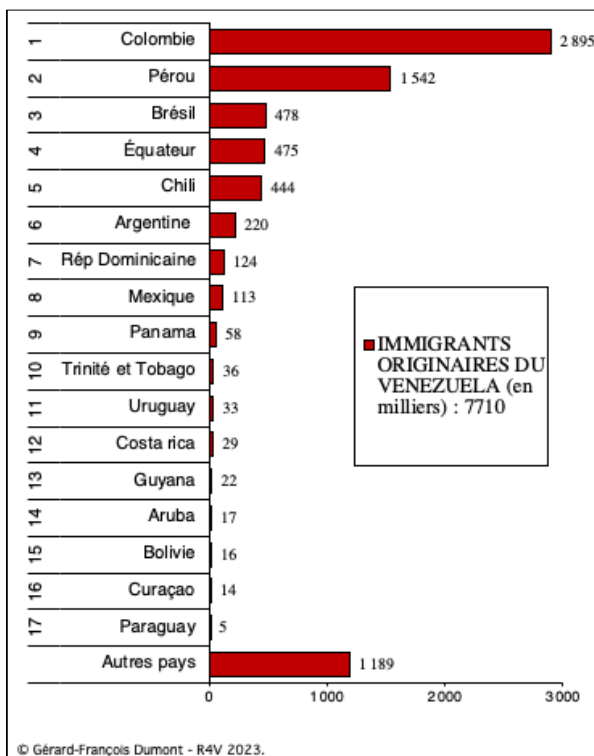
La destination des émigrés vénézuéliens (figure 4) s'explique largement par la géographie avec, au premier rang, le pays voisin la Colombie, qui a accueilli en quelques années près de trois millions de Vénézuéliens, beaucoup plus que d'autres pays limitrophes du Venezuela, comme le Brésil, il est vrai de langue portugaise, et le Guyana, dont la langue officielle est l'anglais. La Colombie a servi également de terre de transit pour des Vénézuéliens partis au Pérou, deuxième pays d'accueil avec plus de 1,5 million de Vénézuéliens.

Au total, l'émigration vénézuélienne a été essentiellement accueillie en Amérique du Sud et dans des proportions nettement moindres en Amérique centrale. Ceci peut être illustré par les routes migratoires mises en évidence par la Banque mondiale dès 2019 (carte 1).

L'intérêt de cette carte 1 n'est pas dans les chiffres indiqués qui sont datés (2019) et donc nettement inférieurs aux chiffres décomptés en 2023 par l'OIM R4V, mais dans la mise en évidence des routes migratoires des émigrés Vénézuéliens vers d'autres pays d'Amérique du Sud.

Dans les pays d'immigration, la situation juridique des Vénézuéliens s'est considérablement améliorée. En effet, la plupart d'entre eux sont arrivés sans droit à un certificat de résidence ou de travail. Après des périodes très souvent difficiles (manque de logement, travail informel, pas d'accès au système de santé...), la grande majorité des immigrants ont bénéficié de permis de résidences ou d'une régularisation de leur situation. Ceci s'est concrétisé non seulement dans des pays d'Amérique latine, mais également aux États-Unis ainsi qu'en Europe et, tout particulièrement, en Espagne.

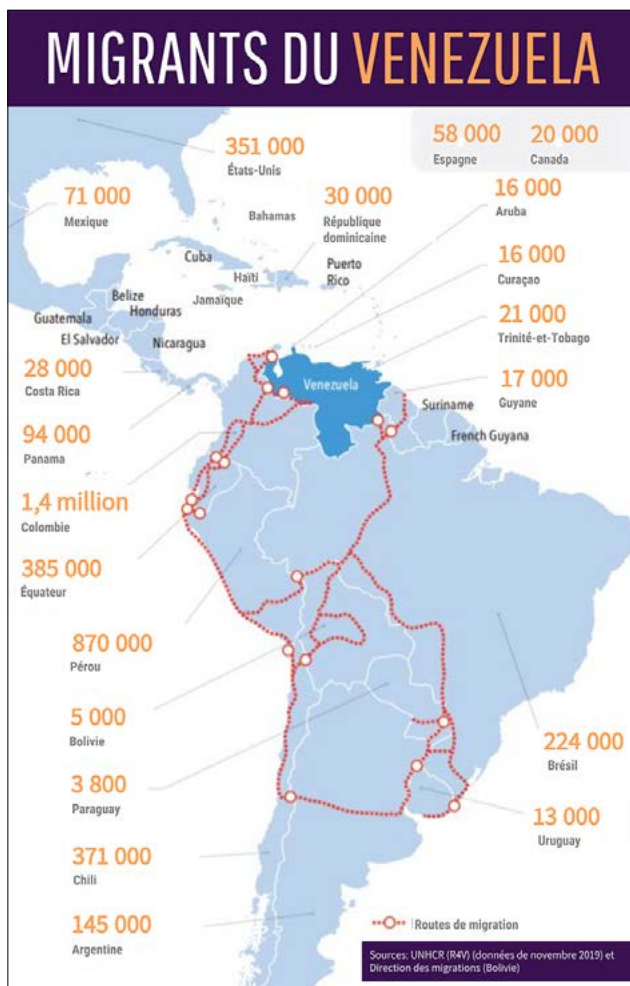
Figure 4. Immigrants originaires du Venezuela en Amérique latine et dans les autres pays



L'une des raisons d'une reconnaissance juridique du droit de certains Vénézuéliens à résider dans le pays où ils se sont rendus sans titre juridique tient à l'application par les pays hôtes de la Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés. Nombre d'immigrés ont obtenu le statut de réfugié, ce qui signifie que l'État d'accueil, après examen de leur demande d'asile, a considéré qu'ils subissaient ou qu'ils risquaient de subir des persécutions dans leur pays d'origine. Ainsi, selon les chiffres de gouvernements ayant reçu des demandes, environ 1,2 million de Vénézuéliens ont déposé des demandes d'asile. Parmi ces derniers, à la fin 2023, le statut de réfugié a été accordé à plus de 300 000. L'Espagne est le pays qui en a délivré le plus, soit 135 000, devant le Brésil (89 000) et les États-Unis (25 000). Une partie de ces différences de chiffres peut tenir aux modalités d'application de la Convention de Genève, variable selon les pays. L'importance de la délivrance du statut de réfugié à des Vénézuéliens par l'Espagne se retrouve dans les statistiques de l'Union européenne. En effet, pour

la seule année 2023, sur les 409 485 personnes ayant obtenu le statut de réfugié¹⁰ dans l'un des vingt-sept pays de l'UE, les Vénézuéliens représentent 10 % du total et sont la troisième nationalité après les Syriens et les Afghans. Toutes ces données attestent que l'émigration vénézuélienne est aussi de nature politique.

Carte 1. Les routes migratoires du Venezuela



10. Plus précisément, 43 % ont obtenu le statut de réfugié, 35 % ont obtenu la protection subsidiaire et 22 % ont obtenu le statut humanitaire.

La diaspora vénézuélienne est aussi en progression considérable aux États-Unis. Selon le *Migration Policy Institute*, il y avait 6 900 immigrants vénézuéliens en 1960 et 184 000 en 2010. Les données 2022 affichent 668 000¹¹, en hausse de 263 % en douze ans. Ce pourcentage, important en valeur absolue, l'est encore plus en valeur relative puisque, dans le même temps, la croissance des immigrants des autres pays d'Amérique latine a été moindre : 82,1 % pour le Brésil, 45,8 % pour la Colombie, 21,4 % pour le Chili, et des pourcentages inférieurs pour les autres pays¹².

Ainsi, toutes les sources concordent pour mettre en évidence une croissance considérable des diasporas vénézuéliennes depuis la fin des années 2010. Avec quelles conséquences géopolitiques ?

Effets géopolitiques pour le pays d'origine

Le premier effet géopolitique de ces diasporas est pour le pays d'origine. *Ceteris paribus*, le Venezuela a perdu de la population active, dont des personnes ayant des compétences spécifiques, ce qui diminue le potentiel de création de richesses du pays et, en conséquence, les moyens de l'État, par exemple pour déployer une politique sociale qui serait appréciée par les habitants¹³ (géopolitique interne) ou pour dynamiser la diplomatie économique (géopolitique externe). L'émigration est donc un inconvénient pour le gouvernement en place, mais ce dernier peut aussi considérer qu'il en tire également des avantages.

D'abord, en géopolitique interne, il est probable que la grande majorité des émigrés ne soient pas, ou plus, des chauds partisans du régime chaviste. En « votant avec leurs pieds », ils ont témoigné d'une faible confiance dans la capacité du régime à améliorer leur situation. Mais, éloignés à l'étranger, ils ne sont plus dans leur pays pour y agir politiquement ou pour participer à des manifestations défavorables au régime. Certes, officiellement, ils restent électeurs mais, dans les faits, les consulats vénézuéliens à l'étranger ne se sont guère mobilisés pour leur permettre d'exercer leur droit de vote. Il est ainsi considéré que seulement 70 000 Vénézuéliens de la diaspora ont pu voter aux élections de juillet 2024¹⁴.

11. « Countries of Birth for U.S. Immigrants, 1960-Present », *Migration Policy Institute*.

12. « Inmigrantes sudamericanos en Estados Unidos », *Migration Policy Institute*, 2 juin 2024.

13. Dumont, Gérard-François, « La pauvreté dans le monde : réponses inopérantes et solutions efficaces », *Les Analyses de Population & Avenir*, n° 16, 2019, pp. 1-20. <https://doi.org/10.3917/lap.016.0001>

14. Pérez Emilien, « Les Vénézuéliens de l'étranger empêchés de voter à l'élection présidentielle », dans *Courrier international*, 7 juin 2024. Parmi ceux qui ont voté en France, le résultat est sans

Le régime chaviste peut voir un autre avantage. Puisque le pays repose sur la rente pétrolière, la diminution de la population signifie qu'il y a moins de personnes pour partager les fruits de cette rente, tandis que les remises envoyées par la diaspora sont de nature à satisfaire des besoins de la population et donc à rendre cette dernière moins revendicative.

En outre, en géopolitique externe, le régime chaviste peut profiter des flux migratoires dans ses relations avec les États-Unis ou d'autres pays. Par exemple, les États-Unis¹⁵, bien que ne reconnaissant pas le gouvernement de Nicolas Maduro, se sont trouvés contraints de négocier avec lui lorsqu'il s'agissait pour eux de renvoyer au Venezuela des immigrants arrivés clandestinement, par exemple *via* la frontière mexicaine.

Effets géopolitiques dans les pays d'accueil

Dans les pays d'accueil, l'augmentation considérable des diasporas vénézuéliennes a également d'importants effets géopolitiques. Ainsi, aux États-Unis, l'État ayant accueilli le plus de Vénézuéliens pour la période 2017-2021, précisément la moitié d'entre eux, est la Floride devant le Texas (14 %)¹⁶. On se rappelle que la Floride était un *swing state*, soit un État états-unien au vote indécis, pouvant donc changer de camp, d'un scrutin à l'autre, entre les deux partis dominants, démocrate et républicain, et faire basculer le résultat du vote final. Ainsi, en 2000, Georges W. Bush avait gagné l'élection présidentielle en emportant de peu les grands électeurs de Floride¹⁷. Depuis, la Floride a vu augmenter le nombre de ses électeurs de la diaspora cubaine qui, contrairement à celle des autres hispaniques, vote majoritairement pour les candidats républicains. Comme les opinions de la diaspora vénézuélienne semblent proches de celle de la diaspora cubaine, il est probable que la primauté républicaine en Floride devienne durable et que cela participe à confirmer le fait que la Floride ne soit plus jamais un *swing state*.

appel : l'ancien diplomate Edmundo Gonzalez Urrutia, candidat de la Plate-forme unitaire (PUD) soutenu par le leader de l'opposition Maria Corina Machado, a remporté 94 % des voix.

15. Notons aussi qu'en octobre 2022, les États-Unis ont à nouveau cherché à arrêter toute immigration vénézuélienne ; voir : Chishti Muzaffar, Bush-Joseph Kathleen, « Amid Record Venezuelan Arrivals, Biden Administration Embraces Border Expulsions Policy », *Migration Policy Institut*, 27 octobre 2022.

16. « Venezuelan Immigrants in the United States », *Migration Policy Institute*, 15 février 2023.

17. Ce résultat avait été contesté et toutes les urnes envoyés dans la capitale Tallahassee. Le nouveau dépouillement effectué sous contrôle des grands médias a montré que les républicains l'avaient emporté.

Quant à la Colombie, le premier pays de la diaspora colombienne, elle pourrait bénéficier de la loi géopolitique du nombre¹⁸. En effet, ce pays longtemps moins peuplé que le numéro deux de l'Amérique du Sud, l'Argentine, était devenu plus peuplé que lui en 1992, en raison d'un mouvement naturel plus dynamique. Avec l'apport des diasporas vénézuéliennes (et de leur descendance), sauf si ces diasporas retournaient massivement dans leur pays d'origine, la Colombie s'est installée encore plus nettement au deuxième rang démographique en Amérique du Sud en dépassant les 50 millions d'habitants depuis 2020. Elle peut par exemple utiliser cet argument pour mieux se positionner au sein du Mercosur (Marché commun du Sud) dont la Colombie est membre associé, au sein de l'Union des nations sud-américaines (*Union de Naciones Sudamericanas*) ou UNASUR, et, plus généralement, dans les relations internationales. Elle peut aussi arguer de son nombre élevé de consommateurs pour attirer davantage d'investissements de l'étranger et contribuer à son développement, ce qui peut permettre de dégager davantage de moyens pour ses actions géopolitiques.

Mais, en géopolitique interne, l'immigration massive vénézuélienne a suscité des tensions dans différents pays. Certes, cela a été assez peu le cas dans le principal pays d'accueil, la Colombie. En dépit de certaines attitudes xénophobes, le comportement généralement accueillant des Colombiens peut s'expliquer par le fait que de nombreux Colombiens ont travaillé au Venezuela quand ce pays valorisait tout particulièrement sa rente pétrolière et accueillait des Colombiens dans diverses activités, dont les services à la personne. La Colombie et le Venezuela partagent non seulement une langue commune, l'espagnol, mais aussi une histoire politique commune, ces deux pays ayant fait partie avec l'Équateur et le Panama (territoire devenu indépendant de la Colombie en 1903 sous pression des États-Unis) de la Grande Colombie, ensemble politique issu des processus d'indépendance en Amérique du Sud qui exista au cours du premier tiers du XIX^e siècle et dont le président fut Simon Bolivar.

Dans d'autres pays comme le Pérou, il semble y avoir eu davantage d'attitudes xénophobes¹⁹. Au Chili, des manifestations soutenues par l'homme politique José

18. Et donc favoriser davantage son émergence ; voir : Duchesne Alexandre, « Colombie : l'émergence de la deuxième puissance d'Amérique du Sud », dans *Population & Avenir*, N° 731, Janvier-Février 2017, lien : <https://shs.cairn.info/revue-population-et-avenir-2017-1-page-14?lang=fr&ref=doi> (consulté le 4 octobre 2024).

19. Paranagua Paulo A., « Au Pérou, l'afflux de réfugiés vénézuéliens divise », dans *Le Monde*, 8 mars 2018.

Antonio Kast, président du parti républicain, ont été organisées en septembre 2021 contre les migrants vénézuéliens. Et cela a eu des effets lors des élections nationales.

Au-delà de l'Amérique, en Espagne, l'immigration vénézuélienne a plutôt été vue comme un atout économique (dans un pays confronté à une évolution défavorable de sa population active) et politique (au titre de l'application de règles démographiques dans la représentativité des pays dans les instances européennes), alors que la fécondité est très faible (un intense « *hiver démographique* »²⁰). Les Vénézuéliens sont la population étrangère la plus importante dans la région située tout au nord-ouest de l'Espagne (La Corogne, Saint-Jacques-de-Compostelle, toute une partie de la Galice)²¹.

Quelles perspectives géopolitiques ?

Le rôle des diasporas vénézuéliennes dans ses pays d'accueil devrait potentiellement se développer pour deux raisons. D'une part, en général, les membres des diasporas ne retournent jamais tous dans leur pays. Par exemple, après la fin du rideau de fer et la démocratisation de la Hongrie en 1989-1991, peu des Hongrois ou descendants de Hongrois qui avaient pu quitter la Hongrie en 1956²² y sont retournés. Après la fin des régimes autoritaires au Portugal en 1974 et en Espagne en 1975, peu des membres des diasporas de ses pays installées dans des pays démocratiques ont choisi d'y résider. À la suite de l'indépendance des pays baltes en 1991, certains membres des diasporas baltes des pays occidentaux ont rejoint leur pays d'origine ou celui qui était le pays d'origine de leurs parents, mais dans de faibles proportions. Plus récemment, depuis la politique sécuritaire de lutte contre la criminalité menée au Salvador depuis 2021, il semble qu'une partie de la diaspora salvadorienne aux États-Unis soit retournée au Salvador, mais seulement une petite partie. Concernant Israël, il est vrai que les gouvernements de ces pays ont toujours encouragé l'Alyah, soit l'immigration des juifs de la diaspora vers Israël. Cet Alyah a concerné depuis 1948 des centaines de milliers de juifs, mais, pour une grande

20. Dumont Gérard-François, *Géographie des populations. Concepts, dynamiques, perspectives*, Paris, Armand Colin, 2023, 248 p., <https://shs.cairn.info/geographie-des-populations--9782200634797?lang=fr> (consulté le 4 octobre 2024).

21. Chignier-Riboulon Franck, « L'Espagne devenue un grand pays d'immigration : histoire et géographie de sa présence étrangère », dans *Population & Avenir*, N° 761, Janvier-Février 2023, p. 3, lien : <https://shs.cairn.info/revue-population-et-avenir-2023-1-page-3?lang=fr&ref=doi> (consulté le 4 octobre 2024).

22. Environ 200 000 que le régime communiste avait préféré laisser partir à l'Ouest puisqu'il s'agissait d'opposants au régime communiste.

partie d'entre eux, c'est en raison de la répulsion organisée contre eux dans le pays où ils vivaient depuis des siècles, voire deux millénaires, comme l'Algérie, l'Égypte, l'Irak, la Syrie ou la Tunisie. Chaque année, l'Agence juive pour Israël recense les Alyah. Mais la très grande majorité des juifs qui vivent hors d'Israël ne souhaitent pas émigrer en Israël ou y être poussé sous la pression d'un antisémitisme.

Concernant le Venezuela, il y a bien eu quelques retours au moment de la pandémie covid-19 en 2020, ce que j'ai appelé des « corona-migrants »²³, pour des immigrés ayant des conditions de vie particulièrement difficiles et une précarité aggravée par le confinement mais, là aussi, ceci n'a concerné qu'une petite minorité.

En conséquence, le scénario le plus probable est que les diasporas vénézuéliennes qui se sont constituées à la fin des années 2010 et au début des années 2020, comme ensuite leurs descendants, demeurent dans des proportions élevées dans les pays où elles se sont installées, surtout lorsque leur statut de résident a été régularisé, leur droit au travail accordé, voire leur droit à une naturalisation accordé, ce qui a été majoritairement le cas. Autrement dit, selon ce scénario, même en cas d'un Venezuela qui retrouverait une dynamique économique et de bonnes conditions de vie, seule une partie des diasporas retournerait au Venezuela.

Cela signifie que ces diasporas existent comme acteur géopolitique même si l'intensité de leurs actions peut être variable selon le pays, selon les périodes et selon leur degré d'organisation. Par exemple, on pourrait résumer la situation par le fait qu'elles se sont peu manifestées politiquement entre 2018 et début 2024, leur priorité étant de satisfaire leur besoin minimum et d'obtenir des régularisations. En revanche, surtout après l'élection présidentielle du 28 juillet 2024, nombre de diasporas se sont exprimées pour juger erronés les résultats annoncés. L'on peut considérer que leur présence explique que la plupart des pays d'Amérique du Sud²⁴ aient contesté les résultats des élections et que les deux présidents les plus favorables au régime chaviste, ceux du Brésil et de la Colombie, aient pris, pour la première fois, une attitude ambiguë²⁵, leur demande d'une nouvelle election signifiant indirectement qu'ils ne valident pas les résultats affichés par le pouvoir de Nicolas Maduro.

23. Dumont, Gérard-François, « Covid-19 : la fin de la géographie de l'hypermobilité ? », dans *Les analyses de Population & Avenir*, N° 29, Juin 2020, pp. 1-13, lien : <https://shs.cairn.info/revue-analyses-de-population-et-avenir-2020-11-page-1?lang=fr&ref=doi> (consulté le 4 octobre 2024).

24. Les autorités de l'Argentine, de l'Uruguay, du Chili, du Costa Rica, du Pérou et du Guatemala ont ainsi refusé de reconnaître les résultats annoncés par Caracas. En revanche, les autorités de Cuba, de Bolivie, du Honduras et du Nicaragua ont reconnu la victoire de Nicolas Maduro.

25. Carfantan Jean-Yves, « Lula et le piège vénézuélien », *IstéoBrésil*, 19 août 2024.

L'interrogation principale consiste à se demander si le régime chaviste, au pouvoir depuis 1998, sera pérenne. Ses principaux atouts tiennent au soutien de l'armée, à ses appuis internationaux et à sa rente pétrolière. Quant aux diasporas, elles ont paradoxalement deux effets géopolitiques contradictoires. Leur existence, c'est une tautologie, signifie la mise à l'écart géographique de Vénézuéliens de leur pays où ils pourraient exercer leur citoyenneté. Et, en même temps, ces diasporas peuvent, par exemple, influencer la politique étrangère des pays où elles se sont installées. ■

Orientation bibliographique

- Carfantan Jean-Yves, « Lula et le piège vénézuélien. La fraternité des dinosaures », dans *IstéoBrésil*, 19 août 2024, lien : <https://www.istoebresil.org/post/lula-et-le-pi%C3%A8ge-v%C3%A9n%C3%A9zu%C3%A9lien-1> (consulté le 4 octobre 2024).
- Cheyvalle Anne, « Le Venezuela en crise, c'est "l'Ukraine de l'Amérique latine" », dans *Le Figaro*, 1^{er} mars 2014, lien : <https://www.lefigaro.fr/conjoncture/2014/02/28/20002-20140228ARTFIG00250-le-venezuela-c-est-l-ukraine-de-l-amerique-latine.php> (consulté le 4 octobre 2024).
- Chignier-Riboulon, Franck, « L'Espagne devenue un grand pays d'immigration : histoire et géographie de sa présence étrangère », dans *Population & Avenir*, N° 761, Janvier-Février 2023, lien : <https://doi.org/10.3917/popav.761.0017> (consulté le 4 octobre 2024).
- Chishti Muzaffar, Bush-Joseph Kathleen, "Amid Record Venezuelan Arrivals, Biden Administration Embraces Border Expulsions Policy", *Migration Policy Institute*, 27 octobre 2022, lien : <https://www.migrationpolicy.org/article/venezuelan-expulsions-policy-biden> (consulté le 4 octobre 2024).
- "Countries of Birth for U.S. Immigrants, 1960-Present", *Migration Policy Institute*, lien : <https://www.migrationpolicy.org/programs/data-hub/charts/immigrants-countries-birth-over-time> (consulté le 4 octobre 2024).
- Duchesne Alexandre, « Colombie : l'émergence de la deuxième puissance d'Amérique du Sud », dans *Population & Avenir*, N° 731, Janvier-Février 2017, lien : <https://doi.org/10.3917/popav.731.0014> (consulté le 4 octobre 2024).
- Dumont Gérard-François, *Géographie des populations. Concepts, dynamiques, perspectives*, Paris, Armand Colin, 2023, lien : <https://www.cairn.info/geographie-des-populations--9782200634797.htm> (consulté le 4 octobre 2024).
- Dumont Gérard-François, « Covid-19 : la fin de la géographie de l'hypermobilité ? », dans *Les analyses de Population & Avenir*, N° 29, Juin 2020, lien : <https://doi.org/10.3917/lap.029.0001> (consulté le 4 octobre 2024).
- Dumont Gérard-François, « Cuba : histoire d'un exode », dans *Population & Avenir*, N° 725, Novembre-Décembre 2015, lien : <https://shs.cairn.info/revue-population-et-avenir-2015-5-page-3?lang=fr> (consulté le 4 octobre 2024).

- Dumont Gérard-François, « La pauvreté dans le monde : réponses inopérantes et solutions efficaces », dans *Les Analyses de Population & Avenir*, N° 16, 2019, pp. 1-20, lien : <https://doi.org/10.3917/lap.016.0001> (consulté le 4 octobre 2024).
- Dumont Gérard-François, *Démographie politique. Les lois de la géopolitique des populations*, Paris, Ellipses, 2007, 498 p.
- Ghilardi Matías, Dalla Torre Julieta, « Les nouvelles logiques migratoires en Amérique du Sud », dans *Population & Avenir*, N° 728, Mai-Juin 2016, lien : <https://doi.org/10.3917/popav.728.0017> (consulté le 4 octobre 2024).
- Hoffman Ari, Batalova Jeanne, “Venezuelan Immigrants in the United States”, *Migration Policy Institute*, 15 février 2023, lien : <https://www.migrationpolicy.org/article/venezuelan-immigrants-united-states-2021> (consulté le 4 octobre 2024).
- Le Penven Éric, « Populations de France : une émigration croissante à la géographie diversifiée », dans *Les analyses de Population & Avenir*, N° 35, Août 2021, lien : <https://doi.org/10.3917/lap.035.0001> (consulté le 4 octobre 2024).
- Langellier Jean-Pierre, « De l’inutilité d’un Parlement », dans *Le Monde*, 2 février 2011, lien : https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2011/02/02/de-l-inutilite-d-un-parlement_1474034_3222.html (consulté le 4 octobre 2024).
- Montalvo Julian, Batalova Jeanne, « Inmigrantes sudamericanos en Estados Unidos », *Migration Policy Institute*, 2 juin 2024, lien : <https://www.migrationpolicy.org/article/inmigrantes-sudamericanos-en-los-estados-unidos> (consulté le 4 octobre 2024).
- Paranagua Paulo A., « L’exode massif des vénézuéliens face au régime chaviste », dans *Le Monde*, 7 mars 2018, lien : https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2018/03/07/l-exode-massif-des-venezueliens-face-au-regime-chaviste_5267004_3222.html (consulté le 4 octobre 2024).
- Pérez Emilien, « Les Vénézuéliens de l’étranger empêchés de voter à l’élection présidentielle », dans *Courrier international*, 7 juin 2024, lien : <https://www.courrierinternational.com/article/le-chiffre-du-jour-les-venezueliens-de-l-etranger-empeches-de-voter-a-l-election-presidentielle> (consulté le 4 octobre 2024).
- “Population Division (2024)”, United Nations, Department of Economic and Social Affairs, 2024, lien : <https://www.un.org/development/desa/pd/> (consulté le 4 octobre 2024).